

Volume I
N°3 - Septembre 2011

Une publication de la Division de l'Information Publique de la MONUSCO



monusco



Est de la RDC
Espoir de paix
malgré de nombreux
défis sécuritaires

Sommaire

Photo MONUSCO/Sylvain Liechi



Joe Torsella reçu par le contingent uruguayen à Kimua, le 31 août 2011, dans le Nord Kivu

3 Nouvelles

L'Ambassadeur américain en charge de la réforme de l'ONU, en visite dans le Nord Kivu

4 Nouvelles

La classe politique et la MONUSCO pour des élections apaisées

5 Interview

Asseta Ouedraogo souhaite une meilleure participation des femmes congolaises aux élections

7 Reportage

Situation sécuritaire et humanitaire préoccupante à Shabunda

9 Opérations dissuasives de la Force de la MONUSCO dans le Sud Kivu

10 Populations civiles protégées, comment réagissent-elles?

11 La Brigade du Sud Kivu en chiffres

Photo de couverture : L'enfant déplacée, en 2008, dans le camps de Kiwanja, territoire de Rutshuru, province du Nord Kivu

Horizon

De la couverture médiatique des élections

Pour la MONUSCO, la question de l'équité et de l'objectivité dans la couverture médiatique des prochaines échéances électorales en RDC est d'autant plus importante qu'elle s'en est saisie, faisant en sorte que son principal outil de communication dans le pays, en l'occurrence Radio Okapi, donne le ton. C'est ainsi que le 10 septembre 2011, la Division de l'Information publique de la Mission a présenté aux partis politiques et aux médias la charte électorale de Radio Okapi qui est conçue pour être sa feuille de route dans l'accompagnement du processus électoral.

Cette conduite implique, entre autres, les responsabilités de la Radio face au traitement de l'information, sa philosophie de la couverture médiatique en période électorale, ses principes qu'elle se fonde à partir des règles de l'éthique et de la déontologie en matière de journalisme, les normes régissant ses diverses productions, ainsi que les mesures de prévention de conflits d'intérêt entre le personnel local et la Radio. La charte peut être consultée sur le site de la MONUSCO à l'adresse suivante : www.monusco.org.

Directeur de l'Information Publique
George Ola-Davies

Rédacteur en Chef
Joseph Tshimanga

Edition coordonnée par
Toure Penangnini

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Joe Torsella, Ambassadeur américain en charge de la réforme de l'ONU, visite le Nord Kivu

Par Alexandre Essome

L'Ambassadeur américain en charge de la réforme de l'Organisation des Nations Unies, Joe Torsella, a effectué en septembre 2011, une visite officielle dans la province du Nord Kivu. Il a, notamment, séjourné pendant deux jours à Goma, où il a rencontré le personnel des Nations Unies. Selon lui, le travail actuel de la MONUSCO pourrait servir à améliorer la performance d'autres missions.

"Je suis émerveillé par la discipline, le sens de devoir, le sens de responsabilité avec lesquels vous accomplissez vos tâches dans un environnement particulièrement difficile", a-t-il dit à la fin de sa visite qui l'avait conduit à Kimua, un petit village du territoire de Walikale non loin de Goma.

Avant Kimua, l'Ambassadeur Joe Torsella s'était rendu à Kinyandoni, dans le territoire de Rutshuru, un secteur largement contrôlé par les milices des Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FLDR). Leur présence dans le Rutshuru comme dans le territoire de Walikale est source d'insécurité pour les populations civiles locales qui sont victimes de pillages, de viols, de tueries et d'autres formes d'exactions.



L'Ambassadeur Joe Torsella en compagnie des casques bleus de la MONUSCO

A l'origine, les FDLR étaient un groupe armé formé en RDC en 2000 pour défendre les intérêts des Hutus rwandais réfugiés suite au génocide du Rwanda en 1994. Très vite, ces éléments armés vont se retourner contre les populations locales en prenant refuge aux alentours de plusieurs villages du Nord Kivu, principalement dans les forêts de Walikale et de Kinyandoni autour du parc des Virunga. Une de ces localités, en l'occurrence Kimua, va leur servir de centre d'entraînement avant d'être détruit en février 2009 grâce à l'opération militaire conjointe Rwanda-RDC connue sous le slogan "Umoja Wetu" en swahili (en français, 'notre unité'). Affaiblies et

leur organisation structurale mise à mal, les FDLR sont aujourd'hui dispersées dans la brousse, ne vivant que grâce aux raids menés sur les populations civiles.

Pour assurer une protection adéquate à ces populations, la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a déployé dans ces zones assiégées des contingents militaires pour apporter protection aux populations civiles et faciliter l'accès humanitaire.

Partout où il est passé, l'Ambassadeur Torsella a pu se rendre compte des défis sécuritaires à relever avant la tenue prochaine d'élections apaisées.

La classe politique congolaise et la MONUSCO pour des élections apaisées

Comment assurer des élections libres, transparentes, crédibles et apaisées en République démocratique du Congo (RDC)?

✍ Par Pénangnini Touré

Cette question préoccupe toute la classe politique congolaise ainsi que l'ensemble de la communauté internationale avec, au premier plan, les Nations Unies. C'est dans ce cadre que des rencontres d'échange ont eu lieu entre la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et un nombre de représentants de la classe politique congolaise impliqués dans le processus électoral.

L'une de ces rencontres a eu lieu le 26 août 2011 au Quartier général de la MONUSCO, à Kinshasa, entre plusieurs hauts responsables onusiens et une cinquantaine de chefs de partis politiques de l'opposition. La délégation de la MONUSCO qui recevait était composée du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Fidèle Sarassoro, entouré pour la circonstance de plusieurs Directeurs de divisions.

Préoccupations

Prenant la parole les uns après les autres, les représentants des partis politiques ont exposé plusieurs griefs qui pourraient se résumer en trois préoccupations majeures, à savoir la sécurité des candidats de

l'opposition tout au long du processus électoral, la transparence dans la gestion du fichier électoral, et l'égalité d'accès aux médias d'Etat.

Au plan sécuritaire, ces responsables

opérations d'enrôlement, un certain nombre de partis avaient exigé une cogestion du fichier électoral avec la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Ces partis avaient en outre souhaité la réalisation d'un audit du fichier, l'objectif étant de déceler les irrégularités éventuelles et d'y remédier avant la tenue des élections. Au moment où nous mettions sous presse, cette question était toujours en discussion au sein de la classe politique et avec la

CENI. Le fichier électoral, faut-il le rappeler, est le fruit du travail de quatre mois de collecte de données sur l'ensemble du territoire réalisé entre le 2 avril et le 1er juillet 2011 – avec une prolongation de 10 jours accordée par la CENI.

La troisième préoccupation des partis politiques était celle liée à l'équité et l'égalité d'accès aux médias d'Etat. Les représentants de l'opposition présents à la rencontre ont exprimé le souhait d'être tous logés à la même enseigne quant au traitement que les médias d'Etat font des activités respectives des partis politiques engagés dans la course électorale.

Dans ce climat de suspicions et de méfiance, du reste propre à toutes élections, les chefs des partis de l'opposition ont conclu leur réunion en donnant l'assurance de tout mettre en œuvre pour "éviter à leur pays les mauvaises expériences électorales vécues ailleurs". Ils se sont dits également déterminés à éviter de retomber dans les mêmes erreurs que celles vécues aux élections précédentes de 2006 en RDC.



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Du matériel électoral acheminé à l'intérieur du pays par la MONUSCO, le 16 septembre 2011

de partis ont dénoncé la stratégie de harcèlement et d'intimidation dont ils sont victimes face à certains éléments des forces de sécurité. Ils ont ainsi plaidé pour une liberté totale de mouvement à travers le pays dans le cadre de leurs activités politiques.

La question de la gestion du fichier électoral est celle qui aura soulevé le plus de passions. A la conclusion des

Interview

Asseta Ouedraogo souhaite une meilleure participation des femmes congolaises aux élections

Madame Asseta Ouedraogo, de nationalité Burkinabé, est chargée des questions de Genre à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo dans l'est du pays. Une équipe de l'Information publique de la Mission l'a récemment rencontrée à Goma dans le cadre d'une concertation bimensuelle avec les partis politiques. Elle nous livre ses impressions sur la participation des femmes congolaises aux élections de 2006 ainsi que leurs difficultés pour une reconnaissance au plan politique.

✎ **Propos recueillis par Michel Cirimwami, Radio Okapi**

Mme Ouedraogo, vous venez de participer à une rencontre sur la participation de la femme et surtout les candidatures féminines aux prochaines élections en République Démocratique du Congo. Quel était l'objectif de cette rencontre ?

Asseta Ouedraogo : Je vous remercie. Ici au Sud Kivu il y a un cadre permanent qui a été mis en place, un cadre d'échange avec les différents partis politiques, et le thème qu'ils ont retenu aujourd'hui pour le débat c'est: « La problématique de la participation de la femme à la vie politique, les perspectives pour les élections 2011 et les candidatures féminines ». C'est dans ce souci que je suis venue pour exposer le résultat d'une consultation que le Bureau Genre a effectué.

Quel message aviez-vous transmis aux participants dans votre intervention intitulée "La candidature féminine sur la liste des partis politiques, problématique de la participation de la femme à la vie politique..." ?

A.O. : Je voulais d'abord partager dans un premier temps le point de vue des



Photo MONUSCO

Asseta Ouedraogo, pour une participation massive des femmes congolaises aux élections de novembre 2011

femmes; les problèmes qu'elles ont rencontrés lors des élections en tant que candidates et également les différentes propositions qu'elles ont eu à faire, et amener les différents responsables des partis à réfléchir sur la question. Dans mon exposé j'ai soulevé les difficultés en rapport avec l'aspect juridique, j'ai aussi

également parlé du cadre conventionnel favorable à la femme en faisant allusion à certains textes, les textes internationaux tels que la Résolution 1325, la plateforme de Beijing et les engagements de l'Union africaine dans ce domaine,

Ensuite on a ressorti aussi la faiblesse de certains textes, et j'ai surtout mentionné, bien sûr comme aspect positif au niveau national et de la constitution qui consacre la parité, et comme faiblesse l'article 13 de la loi électorale que les femmes ont soulevé comme étant une contrainte qui en fait n'oblige pas les partis politiques à mettre en application la parité. Et c'était vraiment un handicap pour ces femmes candidates. Il fallait soulever cette question.

Nous avons aussi parlé des obstacles sur le plan socioculturel, tel que le contexte dans lequel ces élections 2006 sont venues trouver les femmes. C'était tout juste au sortir de la guerre et ces femmes gardent encore les séquelles de la guerre, les séquelles de violences de toutes formes, les violences sexuelles, les violences physiques, les traumatismes, etc., et les femmes étaient beaucoup plus préoccupées par la paix que d'être

candidates. Nous avons également fait mention de la faiblesse économique des femmes parce qu'elles ont soulevé comme problèmes le manque de moyens financiers pour battre campagne. Le fait que ces femmes n'aient pas de ressources était un handicap qui explique un peu pourquoi elles n'ont pas réussi.

Et de manière globale nous avons relevé qu'il y avait très peu de candidates ; c'est donc normal qu'il y ait également très peu de résultats. Donc nous avons invité les partis politiques à analyser toutes ces questions. A se dire qu'il n'y a pas de démocratie sans la participation des femmes. Les femmes représentent plus de 52% de la population congolaise. Les ignorer serait choisir de manière délibérée de ne pas tenir compte de la présence de cette frange importante de la population, de ne pas tenir compte de leur besoin et de ne pas tenir compte également de leurs aspirations.

Pensez-vous que les partis politiques ont compris votre message ?

A.O. : Je crois qu'à travers les différentes interventions, il y a quand même une certaine ouverture à accepter que sans les femmes, il n'y a pas de démocratie. Il reste maintenant de savoir comment y parvenir. Et je leur ai fait comprendre que normalement leur rôle aussi c'est de sensibiliser la population, les hommes et les femmes. Ils doivent les former. Les partis politiques devraient faire valoir dans leur travail une politique claire en matière de Genre. Comment est-ce qu'ils envisagent intégrer les femmes ? Il faut qu'il y ait une politique claire, une stratégie claire, écrite par les partis politiques.

Etes-vous optimiste, et quelle est votre appréciation sur la vie politique ainsi que la participation de la femme congolaise, surtout à l'Est du pays, aux prochaines échéances électorales ?

A.O. : Je crois qu'il y a des raisons d'être optimiste ; c'est vrai que, quand on regarde les résultats de 2006, on se dit il n'y a pas eu une bonne représentativité, mais pour moi je me dis que malgré cela il ya eu des leçons apprises. C'est une école, les femmes sont rentrées dans cette école des élections. Parce que 40 ans sans voter, sans élire, sans se présenter, ce n'est pas facile ; mais



Les femmes aux urnes, à Kinshasa/Limete, le 30 juillet 2006

elles ont osé, elles se sont lancées dans la bataille. Elles se sont jetées à l'eau, elles ont nagé, il y en a qui ont pu sortir la tête faiblement, d'autres non, mais c'est une leçon. Aujourd'hui, le langage qu'elles tiennent n'est pas le langage qu'elles tenaient avant et je pense qu'à ce niveau, il y a eu une avancée. C'est sûr qu'on ne peut pas le faire par coup de baguette magique pour que les choses changent de zéro à 100%. Ils analysent positivement la chose et moi j'ai espoir que les choses vont changer et

que la femme va occuper sa place dans le concert de la vie politique en RDC.

Quelles stratégies préconisez-vous pour les femmes congolaises pour une meilleure participation dans le processus électoral ?

A.O. : Avant de vous donner quelques exemples d'expériences dans d'autres pays en ce qui concerne la vie politique et la participation des femmes aux élections, je voudrais tout d'abord dire que ces expériences ne doivent pas être appliquées directement dans tous les pays, parce que cela dépend des contextes, de la culture, de la coutume, des femmes elles-mêmes et des hommes. Néanmoins, je peux partager quelques exemples. Si je prends le cas du Burundi où j'ai travaillé quand j'étais à UNIFEM, les femmes se sont organisées bien avant les élections et ont demandé une révision de la constitution. Elles ont utilisé cette stratégie en partant même de la constitution de la période transitoire, et elles ont travaillé sur cette constitution en relevant les aspects qui n'étaient pas conformes à la parité, qui n'étaient pas conformes au quota de 30%; elles ont corrigé ces aspects et ensuite, fortes de cela, elles ont organisé plusieurs réunions parce que ce travail avait été confié à l'association des femmes juristes du Burundi.

On a finalement le cas de la RDC où les associations comme le Cadre permanent de Concertation de la Femme congolaise (CAFCO) par exemple ont fait signer des engagements aux différents partis politiques. Mais ces engagements ne constituent qu'une étape. Je crois qu'on peut partager ces expériences mais je conseillerais que chaque pays réfléchisse à des stratégies ainsi que des mécanismes adaptés à son contexte.

Sud-Kivu

Situation sécuritaire et humanitaire préoccupante à Shabunda

Enclavé et confronté à l'insécurité, le territoire de Shabunda traverse une situation très difficile. Désespérée, sa population veut se prendre en charge "à défaut du soutien des FARDC ou de la MONUSCO".

✂ Par Biliaminou Alao



Photo MONUSCO

Ni paix, ni sécurité, les populations de Shabunda seules face à leur sort

Une équipe pluridisciplinaire de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) s'est rendue du 17 au 19 août 2011 à Shabunda, chef lieu du territoire du même nom, à quelque 250 km de Bukavu, le chef-lieu de la province du Sud Kivu. L'objectif de la visite était d'évaluer la situation sécuritaire et humanitaire de la localité

jugée préoccupante. Shabunda a aussi la particularité d'être riche en minerais tels que l'or, la cassitérite, l'améthyste et le wolfram. Ces minerais ont vite fait d'attirer les Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) qui s'y sont installées en maîtres depuis plus d'une décennie, et constituent la principale source d'insécurité dans ce territoire de 758 539 habitants, dont une partie est

en fuite, à la recherche de zones plus sécurisées.

Le territoire de Shabunda couvre une superficie d'environ 28 200 km², soit environ 40% de la province du Sud-Kivu. Il est constitué par les collectivités Bakisi et Wakabango et abrite 11 groupements administratifs de près de 900 villages.

En plus de ses richesses minières, ce



Enclavé, le territoire de Shabunda fait face à la dégradation des infrastructures routières

territoire regorge également de ressources hydrauliques considérables. En effet, Shabunda est traversé par la rivière Elila au Sud, la rivière Ulindi au Centre et la rivière Lubulu au Nord. Ceci contribue-t-il à l'enclavement de ce territoire ? La question mérite d'être posée du fait que Shabunda compte à peine 70 km de route en terre praticable. Face à cette situation, le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) s'active, depuis 2010, à la réhabilitation d'environ 330 km de route avec le soutien de l'Office congolais des Routes, du Département britannique pour le Développement international (DFID), et de l'Union Européenne.

Vide sécuritaire créé par les FARDC

Après le départ d'une trentaine de compagnies des Forces armées de la RDC (FARDC) estimée à environ 7 000 hommes pour procéder à une restructuration interne, les FDLR ont occupé différentes positions stratégiques abandonnées. Il s'agit notamment des sites miniers de Kabulu, Misima, Katombi, Biangama,

Gombo, Mulungu, Nianzi, Ngoma, et Kashei, tous situés dans un rayon de 45 et 200 km autour de Shabunda. La suite est une insécurité généralisée qui s'installe sur toute l'étendue du territoire caractérisée par des prises d'otages à coups de rançons. En outre, à Nabese, Nyembembe, Idunga, Mulungu, localités situées entre 60 et 200 km de Shabunda, et dans plusieurs autres endroits, les FDLR tuent, pillent, violent, brûlent et érigent des barrières sur les routes afin de collecter des taxes et mettre en place une administration parallèle.

La population de Shabunda désespérée, se dit prête à se prendre en charge à défaut du soutien des FARDC ou de la MONUSCO. C'est ainsi que certains notables et leaders d'opinion ont fait état de la résurgence du groupe d'auto-défense Maï Maï Raïa Mutomboki, qui dit vouloir protéger les populations contre les FDLR en les désarmant. Le groupe affirme avoir récupéré 13 armes en juillet 2011 – une moisson bien maigre, vu l'ampleur de l'insécurité. Ces Maï Maï sont aussi visibles à Shabunda centre où ils ont déposé des lettres aux ONG

internationales, aux agences de l'ONU et à la MONUSCO, demandant des vélos, des motos et des bottes notamment. Ils font également pression sur les populations locales, auprès desquelles ils collectent de force de l'argent, environ dix dollars par personne, comme soutien à leurs efforts. Ils ont fini par adopter les mêmes modes de rançonnement que les FDLR qu'ils combattent.

Les exactions commises depuis juillet 2011 par les FDLR d'un côté et les Maï Maï de l'autre, ont fini par entraîner un mouvement important de populations avec de lourdes conséquences humanitaires. Prises en étau entre ces deux groupes armés, les populations n'ont pour seul choix que de se confier aux humanitaires et aux Casques bleus, les forces de sécurité nationales étant presque absentes de la zone.

Conséquences humanitaires

Selon les estimations des humanitaires, près de 50 000 personnes ont été déplacées par l'insécurité à une quarantaine de kilomètres au nord de Shabunda-centre, principalement dans les localités de Lulingu, Katchungu, Tchonka, et Lugungu. Dans ces zones, les déplacés se plaignent de l'insalubrité, du manque d'eau, d'électricité, de nourriture et de médicaments. Certaines maladies hydriques telles le choléra y ont réapparu.

La population de Shabunda dans son ensemble se dit abandonnée et laissée pour compte par les autorités du chef lieu du territoire seulement à une dizaine de kilomètres du lieu où sont commises les exactions. Même si la capacité opérationnelle de la MONUSCO ne lui permet pas de couvrir l'ensemble du territoire de Shabunda, elle s'y attelle en installant des bases opérationnelles mobiles et temporaires, et en renforçant les patrouilles motorisées et pédestres.

Opérations dissuasives de la Force de la MONUSCO dans le Sud Kivu

Par Joseph Tshimanga

Ce 19 août 2011, les éléments du Premier Bataillon pakistanais de la Force de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) mènent une patrouille autour de la ville de Bukavu, chef lieu de la province du Sud-Kivu.

Partis à 12 heures de leur Quartier général de Panzi, les hommes du Lieutenant Colonel Shahzad Mehmood Qadir, Commandant du Bataillon Panzi, sont chaleureusement salués par les passants, signe qu'ils sont bien connus de la population locale.

A cette heure avancée de la journée, les habitants sont en train de vaquer tranquillement à leurs occupations. Les cris des gamins qui jouent au football sur un terrain ensablé et le brouhaha d'un petit marché non loin démontrent que la vie a repris son cours normal après la manifestation de colère de la population de Bukavu le lundi 15 août suite à l'assassinat d'un riche homme d'affaires connu sous le nom de Patrick "City 2". Durant trois jours, boutiques, marchés, magasins, pharmacies et autres lieux d'approvisionnement en vivres sont restés fermés. La route de Panzi -qualifiée de "zone rouge" par les habitants du fait des violences et manifestations qui y sont souvent enregistrées - est également restée fermée à la circulation.

Un seul mot se lit sur toutes les lèvres depuis le meurtre de cet homme d'affaires, par ailleurs membre de la Fédération des Entreprises du Congo: "insécurité" ! En effet, depuis plus d'une décennie, cette zone de la RDC est plongée dans une situation d'insécurité chronique en raison des guerres successives que la province du Sud Kivu a connues. C'est à

nous obtenons des informations auprès des villageois sur leur sécurité et celle de leurs biens », explique un chef de troupes, à la tête d'une dizaine d'hommes armés de fusils d'assaut. Au passage des véhicules blindés qui les transportent, ils sont applaudis par les habitants amassés tout le long des avenues. "Djambo ! Karibu ! Vive l'ONU, vive la MONUSCO !" peut-on

entendre. Le convoi continue son chemin jusque dans les petits recoins. Aucun incident n'est signalé. La situation sécuritaire est sous contrôle. Les troupes onusiennes quittent les lieux à 13h30.

Rassurer, plutôt

Comme expliqué plus haut, ce genre de patrouilles sont effectuées régulièrement par la Brigade du Sud Kivu de la MONUSCO. Mais, le système sécuritaire mis en place par la Force va au-delà des simples patrouilles. Une récapitulation de ce type d'activités nous indique qu'en moyenne 2 384

patrouilles sont menées par mois, tandis que 48 à 50 bases d'opérations mobiles sont installées, 10 à 12 réunions sur la situation sécuritaire tenues, un nombre équivalent d'opérations conjointes avec les Forces Armées de la RDC (FARDC) conduites, trois à quatre opérations de soutien aux missions du programme de "Démobilisation, Désarmement, Réintégration, Rapatriement et Réinstallation" (DDRRR) lancées.



Photo SBK/Mujibulhadi

Des soldats du premier bataillon pakistanais en patrouille, le 19 août 2011 à Panzi, pour assurer la protection des civils

cette situation que fait face la Force de la MONUSCO en effectuant des patrouilles quotidiennes.

Mais, en quoi consiste exactement une patrouille de ces soldats pakistanais de la Brigade du Sud Kivu établis dans la banlieue de Panzi ?

"Nous allons voir ensemble avec vous sur le terrain comment nous effectuons des patrouilles motorisées et à pieds ; comment nous surveillons les quartiers, comment

Populations civiles protégées, comment réagissent-elles ?

Par Joseph Tshimanga



Photo MONUSCO

De plus en plus des populations déplacées par l'insécurité espèrent la paix

Les objectifs des différentes opérations militaires de la Brigade du Sud-Kivu ne sont pas toujours bien compris des populations locales. Celles-ci voudraient plutôt voir la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) mener une opération de grande envergure, à l'image d'une "expédition militaire", contre les groupes armés encore opérationnels dans cette province. Mais en réalité, la MONUSCO n'a pas le mandat d'entreprendre une opération de cette dimension, ce rôle étant dévolu aux Forces armées de l'Etat congolais, premier responsable de la sécurité des citoyens. En revanche, la MONUSCO se donne les moyens de lancer des opérations militaires ciblées

contre des groupes armés bien identifiés.

Selon le Brigadier général Mohammad Jamil, qui est le commandant de la Brigade du Sud Kivu, les opérations telles que "Amani Leo" (La paix aujourd'hui); "Ngurumo ya radi" (Coup de foudre); "Likofi" (Coup de poing); "Kutafuta" (Ratissage); et "Jua Mupya" (Nouveau Soleil) ont eu pour objectif de protéger, d'assurer la sécurité, et de montrer que la MONUSCO se tient aux côtés des populations civiles.

Parmi celles-ci, "Akikisha Usalama" (en français, Assurer la sécurité) lancée le 12 mai 2011 avait pour but principal "d'assurer une meilleure protection des populations civiles," au moment où les FARDC entamaient une période

de restructuration, laissant derrière elles un vide que la MONUSCO avait vite comblé. En rapport avec cette opération, la Brigade du Sud Kivu avait établi huit bases opérationnelles mobiles susceptibles d'être actives de jour comme de nuit afin de renforcer la sécurité et mener des actions de présence par des patrouilles intensives dans les zones vulnérables aux attaques des groupes armés. Cette initiative a eu pour conséquence immédiate le retour des populations déplacées du village Molungi, qui avaient fui leurs habitations suite au retrait temporaire des FARDC.

Inquiétudes

Si "Akikisha Usalama", et "Enduring Peace" (Renforcement de la paix menée le 24 mai 2011), ont permis de stabiliser les zones abandonnées par les troupes congolaises, en revanche les populations locales desdites zones s'inquiètent que ces opérations n'aient pas réussi à mettre totalement fin aux violences perpétrées par les groupes armés.

Ce vendredi 19 août 2011, M. Patient Koko, préfet du principal collège Adora, et d'autres autorités administratives locales ont été invitées à prendre part à une réunion d'information au Quartier général du Premier Bataillon pakistanais de Panzi. Ils disent apprécier les efforts de sécurité et d'assistance sociale déployés par le bataillon, mais déplorent "le manque cruel de forces spéciales réactives de la MONUSCO, capables d'un déploiement rapide là où l'on a vraiment besoin d'elles". Tout en reconnaissant que la MONUSCO joue un rôle important dans la stabilisation de l'Est de la RDC, ces autorités estiment qu'il faut doter la Mission onusienne de moyens adéquats "pour la rendre plus efficace aujourd'hui".

Les réalisations de la Brigade du Sud Kivu en bref



Le lieutenant-colonel Shahzad Mehmood Qadir, commandant du 1^{er} bataillon pakistanais de Panzi

Situé sur l'avenue de la Montagne, commune d'Ibando, dans la ville de Bukavu, aux encablures de la frontière entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, le siège de la Brigade du Sud Kivu est 'le centre des décisions' de la Force de la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans cette partie du pays. Toutes les branches militaires de la Force y sont représentées et réparties en quatre principaux bataillons, essentiellement pakistanais, ainsi que trois compagnies chinoise, uruguayenne et bangladaise de génie civil.

La première mission assignée

à cette brigade est la protection de la population civile conformément à la Résolution 1991 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ses tâches additionnelles comprennent un soutien au programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration (DDRRR) dans ses opérations ; un appui logistique aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans le cadre de la planification et de l'exécution des opérations conjointes contre les groupes armés ; une assistance aux compagnies civiles militaires de la MONUSCO dans la réhabilitation des axes routiers ; un appui au renforcement

des capacités des FARDC ; un rôle de prévention dans l'exploitation illégale des ressources naturelles ; et enfin un apport à l'exécution des Projets à Impact rapide, lorsque cela s'avère nécessaire.

Dans le cadre des Projets à Impact rapide, la Brigade du Sud Kivu compte à son actif la construction du pont Tulinki-Mulamba dans la commune d'Ibando ; la construction des bâtiments de l'Institut technique du Développement de Kalehe (ISTD) dont le coût s'est élevé à 23 800 dollars américains ; la réhabilitation d'une école à Walungu ; et la réhabilitation des tronçons routiers à travers la province dont la longueur est estimée à 247 km.

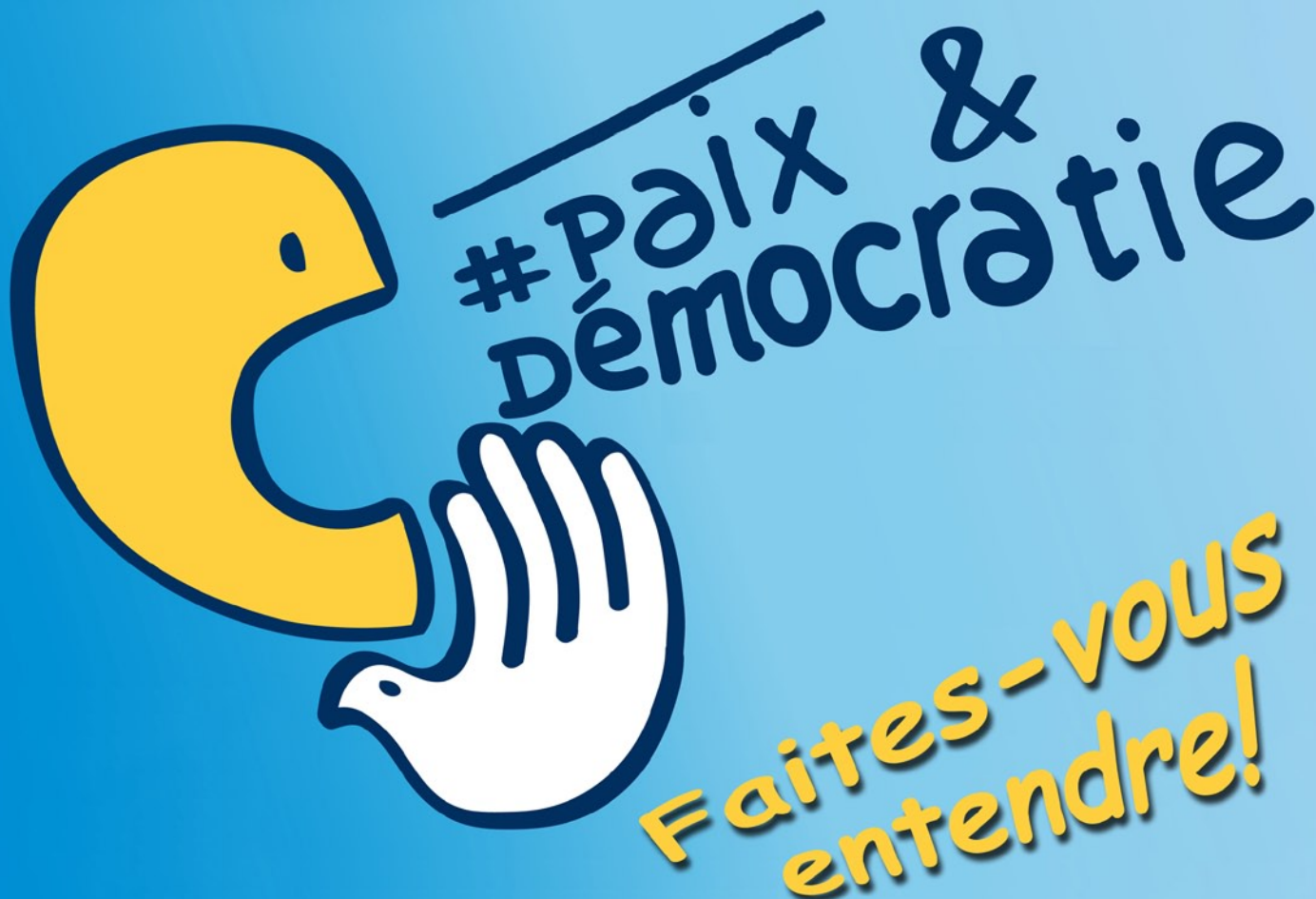
En dehors des réalisations en infrastructures, la Brigade a également assuré la formation d'environ 7 060 soldats des FARDC, ainsi que l'apprentissage de métiers à plusieurs centaines de Congolais pour leur autonomisation.



Le Quartier général de la Brigade du Sud Kivu

21 septembre

Journée Internationale de la Paix



Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe

Tél. : (243) 81 890 6583 - (243) 81 890 6885

site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org



twitter.com/MONUSCO



www.youtube.com/MONUSCO